



Les réalités de la guerre en Libye

Par [Louis Dalmas](#)

Mondialisation.ca, 05 avril 2011

[B.I.-infos.com](#) 5 avril 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [LE MAGHREB](#)

Le nuage de morale martiale et droitdel'hommiste vaporisé par nos politiciens sur la guerre en Libye cache un certain nombre de réalités qu'il est utile de rappeler.

1) La "révolte" libyenne n'a rien à voir avec les soulèvements populaires non violents en Tunisie, Egypte et autres Etats arabes. Elle est une opposition politique de rivaux de Kadhafi, préparée, entretenue et armée par l'étranger pour des motifs stratégiques (comme les "révolutions de couleur" dans le Moyen Orient), et très différente des manifestations de masses spontanées - et justifiées - contre les injustices et inégalités sociales de régimes quasi-féodaux.

2) Un détail est à noter : le foyer de la "rébellion" - l'est de la Libye, la Cyrénaïque - se recommande d'objectifs religieux et monarchiques (complètement absents des autres insurrections). Il a fourni plus de militants d'Al Qaeda et a envoyé plus d'hommes combattre l'invasion US en Irak que tous les autres pays arabes.

3) La guerre à Kadhafi n'a rien d'une expédition humanitaire. Elle n'est qu'un épisode de plus dans la traque des chefs d'Etats de taille moyenne (Russie et Chine étant de trop gros morceaux) qui résistent au Nouvel Ordre Mondial des USA. Ils doivent être éliminés le uns après les autres. Ceaucescu, Milosevic, Noriega, Saddam Hussein l'ont déjà été. Ahmadinejad, Lukashenko, Gbagbo, Chavez sont en point de mire. Ils n'avaient -et n'ont - rien de commun, et personne ne songe à les défendre indistinctement. On n'est pas forcément d'accord avec un attaqué parce qu'on dénonce celui qui l'attaque. La seule ressemblance entre ces chefs d'Etats est leur insubordination nationaliste, qui suffit à les désigner comme cibles.

4) Kadhafi a sans doute bien des défauts, mais son pays avait l'Indice de développement humain (IDH) le plus élevé d'Afrique et un taux d'alphabétisation de la population supérieur à celui des Etats-Unis. L'espérance de vie y atteignait environ 78 ans, et les habitants ne mouraient pas de faim comme au Maroc, en Tunisie ou à Bahreïn. A l'ascension de Kadhafi au pouvoir, les salaires ont été multipliés par 2 voire 3 et les services sociaux et médicaux ont été renforcés.

5) Le motif de l'intervention occidentale est évidemment le pétrole. Le géant anglais BP a par exemple plus de 15 milliards de contrats d'exploitation offshore à défendre. Lorsque Kadhafi a déclaré qu'il ne vendrait plus son pétrole qu'à la Russie, à la Chine et aux Indes, il a fourni à l'Occident une bonne raison de l'agresser. Le 25 janvier 2009, Il avait déjà annoncé que des plans étaient à l'étude pour une nationalisation des compagnies étrangères, qui auraient procuré à la Libye 5,4 milliards de dollars de revenus

supplémentaires. Ce projet avait affolé les puissantes compagnies opérant dans le pays : entre autres, l'anglo-hollandaise Shell, la britannique BP, les américaines *ExxonMobil*, *Hess Corp.*, *Marathon Oil*, *Occidental Petroleum*, *ConocoPhillips*, l'espagnole *Repsol*, l'allemande *Wintershall*, l'autrichienne *OMV*, la norvégienne *Statoil*, l'italienne *ENI* et la canadienne *Petro Canada*.

6) La notion d'ingérence "humanitaire" s'est perfectionnée : elle est devenue totalement préventive. Elle repose toujours sur des mensonges (les "épurations ethniques" de Milosevic ou les "armes de destruction massive" de Saddam), mais elle se justifie désormais par une simple intention. Plus la peine de dire "le criminel a commis des crimes" (même inventés) ; il suffit d'affirmer qu'il va les commettre. Kadhafi n'a encore décimé personne, mais "il va noyer Benghazi dans un bain de sang."

7) Comme Milosevic jadis, Kadhafi a été accusé dès le départ de "massacres" de la population civile. Malgré la sophistication et la quantité de nos moyens modernes de reportage, aucune télévision n'a montré la moindre image de ces massacres. Plus que n'ont été vus les moindres témoignages d'"épurations ethniques" serbes ou d'"armes de destruction massive" en Irak.

8) Le soit-disant mandat de la Ligue arabe n'a été "voté" que par 11 membres présents à la réunion (sur 22) dont deux - la Syrie et l'Algérie - se sont prononcés contre. Depuis, le secrétaire général de la Ligue, Amr Moussa, a mis un sérieux bémol à son accord. Les grands médias ont complètement ignoré la résolution vigoureusement négative de l'Union africaine, qui compte 53 pays membres, et qui s'est prononcée contre toute intervention, et même contre toute interdiction de vol.

9) L'assentiment "arabe" a été le résultat d'un marché : vous justifiez notre intervention ; en échange, on ferme les yeux sur vos écrasements de soulèvements populaires. Résultat : des répressions violentes en Arabie Saoudite, au Bahreïn, en Jordanie, au Yémen, en Syrie, en Algérie, au Maroc, dont certaines comparables à celles reprochées à Kadhafi - et même sans doute pires. Ainsi qu'une reprise en mains des justes révoltes populaires, soigneusement calculée, en Tunisie et en Égypte.

10) Les ambassadeurs des pays de l'UE restés à Tripoli (Italie, Hongrie, Bulgarie, Roumanie, Grèce, Pays-Bas, Malte et Chypre - les autres étant partis) ont soutenu, le 8 mars, la proposition de Kadhafi de créer une commission de l'ONU indépendante qui enquêterait sur les accusations d'abus des droits de l'homme en Libye. La proposition est restée sans réponse. Une offre de médiation de Chavez a été repoussée. Depuis, tous les pays susnommés - auxquels il faut ajouter l'Allemagne, la Pologne, la Turquie, la Russie, la Chine et un certain nombre de pays d'Amérique latine et d'Afrique - ont manifesté leurs réticences à l'intervention. L'unanimité de décision de la "communauté internationale" est une évidence contre-vérité.

11) La résolution du Conseil de sécurité visait une interdiction de vol (No-Flight Zone) mais n'autorisait en aucune façon des bombardements de villes ou de troupes gouvernementales, qui sont des prises de position en faveur d'un côté dans une guerre civile à l'intérieur d'un Etat souverain, et des actes flagrants de guerre.

12) Au 22 mars, 151 missiles de croisière Tomahawk avaient été tirés sur les installations militaires de Kadhafi, chacun valant 1,16 million de \$. Le prix de l'établissement d'une zone de non-vol sera de 400 à 800 millions de \$ et son maintien coûtera 100 millions de \$ par semaine. Des sommes à ajouter aux fortunes dépensées en Irak et en Afghanistan,

dérobées aux contribuables.

13) Quelles que soient les déclarations rassurantes, toute guerre fait des victimes civiles, soit en les tuant directement, soit en détruisant les infrastructures de leur pays, Les morts de "dommages collatéraux" sont souvent plus nombreuses que celles causées par le "tyran" que l'on combat. Les ruines de la Yougoslavie, de l'Afghanistan et de l'Irak sont là pour en témoigner.

Si l'on ajoute à ces différents démentis de la version officielle, la honte de voir le ministère français des Affaires étrangères désormais aux mains d'un pseudo philosophe mythomane et menteur - à la grande fureur de Juppé qui n'en démissionne pas pour autant - on aura une idée de l'abîme dans lequel sombre une France dirigée par un matamore épileptique au service des Etats-Unis.

La source originale de cet article est B.I.-infos.com

Copyright © Louis Dalmas, B.I.-infos.com, 2011

Articles Par : Louis Dalmas

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca